

22 SEP. 2000

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Subdivision de BAR-LE-DUC

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

Arrêté n°2000- 2122

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

Le PREFET de la MEUSE

- VU la loi N°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application,
- VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 1997 relatif aux stockages de chlore gazeux liquéfié sous pression lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 18 tonnes,
- VU l'arrêté préfectoral n°2.473 du 5 juillet 1976 autorisant la société ICI à exploiter une usine de produits chimiques sur la Zone Industrielle de Baleycourt à VERDUN modifié par les arrêtés préfectoraux n°87.1123 du 30 avril 1987, n°88.2422 du 24 juin 1988, n°88.2419 du 30 juin 1988, n°91.0003 du 2 janvier 1991, n°92.1950 du 7 mai 1992, n°92.3128 du 8 juillet 1992, n°93.2383 du 19 octobre 1993, n°94.3269 du 18 octobre 1994, n°95.0177 du 26 janvier 1995, n°96.1058 du 7 juin 1996, n°96.2547 du 28 novembre 1996, n°98.1814 du 6 août 1998 et n° 99-509 du 11 mars 1999
- VU le rapport du 25 mai 2000 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- VU l'avis favorable du 27 juin 2000 du Conseil Départemental d'Hygiène,
- SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

**A R R E T E**

- Article 1. L'arrêté préfectoral du 5 juillet 1976 modifié autorisant la société ICI C & P FRANCE SA à exploiter une usine de produits chimiques sur la zone industrielle de BALEYCOURT à VERDUN est complété par les dispositions suivantes.
- Article 2. Le niveau de sécurité des installations de dépotage, transfert et stockage de chlore sera complété par la réalisation des investissements décrits ci-après selon l'échéancier suivant :



Au niveau des réservoirs	Délais
Remplacement des deux disques de rupture sur les réservoirs par une soupape et un disque situé en amont. Mise en place d'une soupape et d'un disque de rupture sur le vase d'expansion.	Décembre 2000
Remplacement des commandes des vannes automatiques actuelles sur les réservoirs pour avoir des vannes à sécurité positive (FMA)	Septembre 2000
Report en SdC de l'état des vannes auto du poste de dépotage	Décembre 2000
Au niveau du poste de dépotage	Délais
Report de l'alarme chlore (alarme sonore) au poste de dépotage	Septembre 2000
Au niveau des tuyauteries	Délais
Remplacement de la tuyauterie (DN 80) phase liquide entre les réservoirs et l'atelier par une tuyauterie en DN 40	Décembre 2000

Article 3. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois de sa notification par l'exploitant et dans un délai de 4 ans à compter de la date de publication ou de l'affichage, par les tiers.

Article 4. L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à Monsieur le Directeur de la Société ICI C&P FRANCE.

Un extrait énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de VERDUN.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de la Société ICI C&P FRANCE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet de la Meuse, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 5. Le secrétaire général de la préfecture, le maire de VERDUN, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée, pour information, aux :

Sous – Préfet de Verdun  
 Directeur Départemental de l'Equipeement,  
 Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
 Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
 Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,  
 Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,  
 Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,

BAR LE DUC, le 20 SEP. 2000

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général,

Pour ampliation  
 Le Chef de Bureau Délégué



Marie-José GAND



Werner GAGNERON

